

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Lille, le [Cf. date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SICCANOR**

11 rue de Lourches  
BP 55  
59282 DOUCHY LES MINES

Références : V2/2023-020  
Code AIOT : 0007001084

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement SICCANOR implanté 11, rue de Lourches BP 55 59282 DOUCHY LES MINES. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICCANOR
- 11, rue de Lourches BP 55 59282 DOUCHY LES MINES
- Code AIOT : 0007001084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SICCANOR à Douchy-les-Mines est spécialisée dans la fabrication de composés organométalliques (catalyseurs, intermédiaires de synthèse).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 complété par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 juillet 2014 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 août 2018.

La société SICCANOR a formulé, le 13/10/2021 une demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis, suite à l'évolution de classification réglementaire de dangerosité de deux substances présentes sur le site.

Par ailleurs, en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, le dossier porte également à la connaissance de M. le préfet du Nord, le repositionnement de l'exploitant vis-à-vis des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes sur le site (diminution).

Ces éléments ont été complétés par l'exploitant le 07/03/2022 et ont fait l'objet du rapport d'instruction daté du 25/10/2022 (référéncé V2-AM/2022-283) proposant un arrêté préfectoral complémentaire.

Il en résulte que, sur le plan administratif, l'établissement qui était jusqu'à présent soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées, passe sous le régime seuil bas par la règle de cumul seuil bas définie à l'article R.511-11 du code de l'environnement au titre des dangers pour la santé (rubrique 4001).

Le site est également soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 1450 : Stockage ou emploi de solides inflammables ;
- 3410-g : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) Dérivés organométalliques. Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED ;
- 4130-2 : Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - Substances et mélanges liquides.

En revanche, le site n'est plus soumis à enregistrement au titre de la rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 1, mais relève du régime de la déclaration.

De plus, suite à la visite d'inspection du 11/06/2020, Monsieur le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 06/10/2020 (défense incendie, liquides inflammables).

Enfin, suite à la visite d'inspection du 01/12/2021 Monsieur le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 25/02/2022 (porter à connaissance des modifications).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite du 01/12/2021 : registre déchets sortants ;
- Récolement des arrêtés préfectoraux des 06/10/2020 et 25/02/2022 ;
- Moyens de défense incendie ;
- Bassin de confinement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 30/08/2005, article 34.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite inspection du 01/12/2021 – Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Récolement MED – Liquides inflammables – Défense l'incendie	AP de Mise en Demeure du 06/10/2020, article 1	/	Sans objet
3	Récolement MED – Porter à connaissance des modifications	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1	/	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 30/08/2005, article 9.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'Inspection des installations classées a relevé une non-conformité et propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société SICCANOR, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'Environnement, de respecter les prescriptions de l'article 34.3.1 de l'arrêté préfectoral modifié du 30/08/2005.

Le site n'entre pas dans le champ d'application des arrêtés ministériels liquides inflammables du 03/10/2010 et 24/09/2020.

Dès lors l'arrêté de mise en demeure du 06/10/2020, relatif à l'arrêté ministériel du 03/10/2010, devient donc caduc.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Nord de l'abroger.

L'exploitant a déposé le 21/07/2022, un dossier de porter à connaissance, visant notamment à régulariser les activités du site, qui fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct. Dans l'attente, l'arrêté de mise en demeure du 25/02/2022 ne peut être abrogé.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 01/12/2021</u></p> <p>La visite d'inspection du 01/12/2021 a permis de constater que l'exploitant disposait d'un registre des déchets sortants correctement tenu mais ne contenant pas l'ensemble des informations réglementaires requises (<i>Fait susceptible de suites 1</i>).</p>

Suites données par l'exploitant

Par courriel du 24/02/2022 puis du 07/03/2022, l'exploitant a transmis son registre des déchets sortants modifié pour l'année 2022.

Il apparaît que celui-ci est correctement tenu et contient l'ensemble des informations réglementaires requises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/10/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liquides inflammables – Défense l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SICCANOR exploitant une installation de fabrication de catalyseurs et d'intermédiaires de synthèse sise 11 rue de Lourches sur la commune de Douchy-les-Mines (59282) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 43-1, 43-2-1, 43-2-4, 43-3-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en formalisant une stratégie de lutte contre l'incendie dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis en moins de trois heures après le début de l'incendie, dans un délai de 3 mois suivant notification du présent arrêté,</li> <li>• en fournissant, dans un délai de 4 mois suivant notification du présent arrêté, le cahier des charges de la (ou des) solution(s) retenue(s) afin de pouvoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• éteindre les incendies des scénarios de référence en moins de 3 heures ;</li> <li>• s'assurer qu'une personne apte et formée et autorisée à la manœuvre des moyens de secours soit présente sur le site en moins de 30 minutes après un début d'incendie ;</li> </ul> </li> <li>• en fournissant, dans un délai de 6 mois suivant notification du présent arrêté, le(s) bon(s) de commande validé(s) pour la mise en œuvre de la (ou des) solution(s) retenue(s) faisant apparaître les étapes et leurs échéances, ainsi que le délai de livraison de la (ou des) solution(s) retenue(s) ;</li> <li>• en disposant de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie permettant d'éteindre les scénarios de référence en moins de 3 heures, dans les conditions fixées aux différents points de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et définis dans la stratégie de lutte contre l'incendie, dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 11/06/2020</u></p> <p>Historiquement, le site relevait du régime de l'autorisation pour les liquides inflammables au titre de la rubrique 4331, puis du régime de l'enregistrement pour une quantité maximale de 200 t.</p> <p>En application du III de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a informé le préfet par courrier du 28 avril 2020, qu'au titre du classement à enregistrement sous la rubrique 4331 et en tant qu'installation existante, il se positionnait sur l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui lui étaient précédemment applicables, avec bénéfice des droits d'antériorité.</p> <p>La visite d'inspection du 11/06/2020 a permis de constater que l'exploitant ne respectait pas les dispositions des articles 43-1, 43-2-1, 43-2-4, 43-3-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (Non-conformités majeures 1 à 6).</p> <p>Ces articles concernent la défense incendie.</p> <p>En conséquence, le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 06/10/2020.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 01/12/2021</u></p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du préfet le 13/10/2021, l'évolution du classement de ses installations au titre de la législation des ICPE, suite notamment, au changement de classification de deux produits dangereux présents sur le site dont l'acétylacétone, visé historiquement par la rubrique 4331 et désormais par la rubrique 4130-2 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation - Substances et mélanges liquides).</p> <p>L'exploitant s'est également repositionné sur une diminution de la quantité maximale de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 susceptibles d'être présents sur le site pour une quantité maximale s'élevant à 90 t (régime de la déclaration).</p>

Par ailleurs, dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant s'est également engagé dans une démarche d'amélioration de la maîtrise des risques en remplaçant lorsque cela est possible les containers de stockages fusibles des liquides inflammables par des containers en inox.

Enfin, dans son dossier, l'exploitant s'est également positionné vis-à-vis des champs d'application des textes réglementaires relatifs aux liquides inflammables (arrêtés ministériels du 03/10/2010 et 24/09/2020). Les liquides inflammables considérés sont les liquides de mention de danger H224, H225, H226 ainsi que les déchets de liquides inflammables catégorisés HP3 et ne relèvent donc pas exclusivement des rubriques génériques liquides inflammables 4330 et 4331.

Selon le dossier, il résulte que la quantité totale de liquides inflammables susceptibles d'être présente sur le site serait de 156,5 t dont 94,35 t en contenants fusibles.

Le site n'étant pas classé à autorisation au titre d'une des rubriques liquides inflammables, la quantité totale de liquides inflammables étant inférieure à 1000 t et la quantité totale de liquides inflammables en contenant fusibles étant inférieure à 100 t, l'exploitant indique ne pas entrer dans le champ d'application des arrêtés ministériels du 03/10/2010 et 24/09/2020 relatifs aux liquides inflammables.

Dès lors l'arrêté de mise en demeure du 06/10/2020, relatif à l'arrêté ministériel du 03/10/2010, devient donc caduc.

L'inspection a considéré que le raisonnement de l'exploitant était recevable. Toutefois les éléments présentés dans le dossier de porter à connaissance ont appelé des observations de la part de l'inspection :

Bien que la visite d'inspection du 01/12/2021 ait permis de constater que la quantité totale de liquides inflammables présents s'établissait à environ 91 t le jour de la visite (stockage vrac et containers fusibles ou non), il a été relevé qu'en l'état actuel des choses, les éléments du dossier de porter à connaissance et le calendrier de déploiement des containers inox de l'exploitant ne permettaient pas de justifier que le site n'était pas susceptible d'entrer dans le champ d'application des arrêtés ministériels liquides inflammables et que l'arrêté de mise en demeure soit caduc (*Fait susceptible de suites 2*).

Aussi il a été demandé d'actualiser le positionnement du site au regard de la réglementation liquides inflammables avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes et d'apporter les éléments complémentaires quant à l'assurance du maintien sous les 100 t de liquides inflammables en containers fusibles

#### Suites données par l'exploitant

Par courriel du 24/02/2022, l'exploitant a apporté des éléments de réponse concernant le maintien sous les 100 t de liquides inflammables en containers fusibles.

Par courriel du 07/03/2022, l'exploitant a transmis le dossier de porter à connaissance complété (version du 04/03/2022). Selon le dossier, il résulte que :

- le site relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4331 pour une quantité maximale susceptible d'être présente de 92 t ;
- la quantité totale de liquides inflammables susceptibles d'être présente sur le site est de 142 t dont 77 t en contenants fusibles.

Ce dossier a fait l'objet du rapport d'instruction daté du 25/10/2022 (référéncé V2-AM/2022-283) proposant un arrêté préfectoral complémentaire pour notamment actualiser le classement ICPE du site (cf. §1- contexte du présent rapport).

#### Constats de la visite d'inspection du 06/10/2022

La visite d'inspection du 06/10/2022 a permis de constater via une extraction de l'état de stocks effectuée en séance, que la quantité totale de liquides inflammables présents s'établissait à environ 65 t relevant des rubriques suivantes :

- 4330 : 0,005 t



- 4331 : < 41 t dont 9,5 t en vrac (réservoir fixe)
- 4722 : 1,49 t
- 4130-2 : 17,3 t + 2,25 t
- 4140-2 : 0 t
- 4734-2 : 2,3 t

Il en résulte que :

- les quantités présentes respectent les quantités maximales autorisées au titre de la rubrique 4331, régime de la déclaration ;
- la quantité totale présente de liquides inflammables est inférieure à 1 000 t ;
- la quantité totale présente de liquides inflammables en contenant fusibles est inférieure à 100 t.

Aussi le site n'entre pas dans le champ d'application des arrêtés ministériels liquides inflammables du 03/10/2010 et 24/09/2020.

Dès lors l'arrêté de mise en demeure du 06/10/2020, relatif à l'arrêté ministériel du 03/10/2010 devient donc caduc.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Nord de l'abroger.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance des modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SICCANOR exploitant une installation de fabrication de dérivés organométalliques sise 11 rue de Lourches sur la commune de Douchy-les-Mines est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement en déposant en préfecture un dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>portant à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation requis, les modifications notables apportées aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation.</li> </ul> <p>Ce dossier doit être déposé dans un délai de 2 mois suivant notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 01/12/2021</u></p> <p><u>Rubrique 4510</u> : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>Le site est autorisé pour une quantité maximale de 30 t (régime de la déclaration). L'exploitant a transmis le 05/06/2020, un dossier de porter à connaissance pour un nouveau bâtiment de stockage de produits classés au titre de la rubrique 4510. Néanmoins, après examen, ce projet de modification n'entraîne pas d'évolution de la quantité maximale susceptible d'être présente (30 t).</p> <p>La visite d'inspection du 01/12/2021 a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La quantité totale présente sur le site au titre de la rubrique 4510 s'élevait à 57,22 t et excédait les quantités autorisées mais n'amenait cependant pas de dépassement du seuil d'autorisation fixé à 100 t.</li> <li>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, en vertu des dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement, cette modification notable des conditions d'exploitation afin d'en apprécier le caractère substantiel (<i>Constat avec suites 1</i>).</li> </ul> <p>En conséquence, le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 06/10/2020.</p> <p><u>Rubrique 3410 g</u> : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : g) dérivés organométalliques</p> <p>Le site est autorisé à fabriquer 500 t/an (régime de l'autorisation, IED).</p> <p>La visite d'inspection du 01/12/2021 a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La production de dérivés organométalliques sur le site s'élevait à 582,7 t à fin novembre 2021 et donc sans compter le mois de décembre 2021, dépassait la capacité autorisée.</li> <li>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, en vertu des dispositions des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement, cette modification notable des conditions d'exploitation afin d'en apprécier le caractère substantiel depuis la dernière enquête publique et la procédure réglementaire attachée (<i>Constat avec suites 2</i>).</li> </ul> <p>En conséquence, le préfet du Nord a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure le 06/10/2020.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 06/10/2022</u></p> <p>En réponse à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance (reçu le 21/07/2022). Celui-ci porte sur une demande globale d'augmentation des capacités de production et de stockage et concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les modifications apportées aux installations et déjà mises en œuvre qui ont été constatées</li> </ul>

lors de la visite d'inspection du 01/12/2021. Il s'agit donc de la régularisation nécessaire, objet de la mise en demeure ;

- les modifications à venir notamment d'augmentation de capacités de production et des stockages associés.

Néanmoins le dossier de porter à connaissance ne fait pas la distinction entre les modifications déjà effectives et celles sollicitées.

L'instruction de ce dossier de porter à connaissance, visant notamment à régulariser les activités du site, fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct. Dans l'attente, l'arrêté de mise en demeure ne peut être abrogé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2005, article 34.3.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de secours internes L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>de trois appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>deux bornes incendie de 90 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>1 borne incendie de 60 m<sup>3</sup>/h ;</li> </ul> </li> </ul> [...]			
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 06/10/2022, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des débits des 3 poteaux incendie présents sur le site réalisé par la société AQUA FUITE à l'issue de son intervention du 26/01/2022.  Ce rapport fait état des débits suivants :			
	Point d'eau incendie SIC 1	Point d'eau incendie SIC 2	Point d'eau incendie SIC 3
Débit à 1 bar (m <sup>3</sup> /h) seul	55	50	50
Débit à 1 bar (m <sup>3</sup> /h) en simultané 3 points d'eau	8	21	22
Débit maximum (m <sup>3</sup> /h) seul	60	60	60
<b>Constat avec suites 1 :</b> Les besoins en eau d'extinction incendie requis ne sont pas disponibles.			
<b>Observations :</b> L'exploitant avertit <u>sans délai</u> le centre de traitement de l'alerte territorialement compétent de l'indisponibilité des besoins en eau d'extinction incendie.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription			
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois			

**N° 5 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2005, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Bassins de confinement Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement capables de recueillir un volume minimal de 500 m3.  L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction sera recueilli dans ce même bassin lequel est suffisamment dimensionné à cet effet. [...]
<b>Constats :</b> A la suite de la visite d'inspection du 06/10/2022, l'exploitant a transmis par courriel du 30/11/2022, le plan du bassin de tamponnement/confinement daté du 17/11/2022 avec le calcul de son volume, élaboré par la SAS GEOMETRES EXPERTS. Ce plan présente les différents relevés d'altitudes réalisés et établit le volume utile du bassin à 647 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet